

Nouvelles des Églises adventistes

- 2 Silver Spring, Maryland, États-Unis - Les
condoléances des dirigeants adventistes
- 2 Lima, Pérou – Action de la jeunesse adventiste
au Pérou
- 3 Bâle, Suisse - L'Église adventiste suisse
souhaite renforcer ses relations

Christianisme international

- 3 Genève, Suisse - Craintes d'une guerre civile
sectaire en Syrie
- 4 Washington DC, États-Unis – Pour une
surveillance plus rigoureuse dans l'industrie
cosmétique

Liberté religieuse

- 5 Paris, France - La viande halal et casher au
cœur de la campagne présidentielle française

Société

- 6 Genève, Suisse - Le sommet Rio+20 doit
intégrer des principes éthiques

Bible

- 7 New York, États-Unis - Le Nouveau Testament
vu sous l'angle du judaïsme

Humanitaire

- 8 Paris, France – Adra-France reconnue comme
Fondation individualisée par la Fondation du
protestantisme français
- 8 Mali, Afrique de l'Ouest – Coup d'État au Mali et
besoins humanitaires

Service de presse adventiste

(Service de communication adventiste francophone)
BP 100
30, avenue Émile-Zola
77193 Dammarie-lès-Lys Cedex, France

Rédaction :

Tél. : 01 64 79 87 00
Fax : 01 64 79 87 19
E-Mail : communications.ufb@adventiste.org

Les communiqués peuvent être reproduits avec mention de
la source : BIA

Site web : www.adventiste.org

Directeur de publication

Jean-Paul BARQUON

Rédaction

Jean-Paul BARQUON

Correspondants

Dominik FRIKART
Émanuel LOPES
Michel MAYEUR
Christophe MICHEL

Secrétariat administration

Dina LAMBERT

Nouvelles des Églises adventistes

(ANN/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
Silver Spring, Maryland, États-Unis - Les condoléances des dirigeants adventistes

Les responsables du département des affaires publiques et de la liberté religieuse de l'Église adventiste mondiale (la Conférence générale) ont présenté leurs condoléances à l'Église copte orthodoxe d'Alexandrie, suite au décès de **Shenouda III, Pape d'Alexandrie et Patriarche de la prédication de Saint-Marc et de toute l'Afrique**.

Après quatre décennies comme Patriarche, **Shenouda III** est décédé samedi 17 mars, à l'âge de 88 ans. « *Le département des affaires publiques et de la liberté religieuse présente ses condoléances aux chrétiens coptes d'Égypte, et au peuple égyptien,* » a déclaré **John Graz**, directeur du département. « *En tant qu'adventistes du septième jour, nous espérons que le nouveau chef de l'Église copte chrétienne, favorisera de bonnes relations avec la famille chrétienne tout entière en Égypte dans sa diversité pour être un instrument de paix et de liberté religieuse* », a-t-il ajouté.

J. Graz a souligné que **Shenouda III** était un « leader fort », fidèle à son amour pour l'Égypte et à son dévouement pour l'unité nationale. **J. Graz** a également noté le courage de **Shenouda**. En disgrâce auprès du président égyptien **Anouar al-Sadate**, il a été banni dans un monastère du désert, en 1981, puis réintégré par l'Égypte, quatre années plus tard, sous la présidence d'**Hosni Moubarak**.

Les relations entre le pape **Shenouda III** et l'Église adventiste égyptienne étaient parfois tendues. En 2003, il dénonça les adventistes du septième jour comme perturbant l'unité nationale.

Pourtant, **John Graz** a félicité **Shenouda III** pour avoir su entretenir des relations positives avec les musulmans. Bien des chrétiens et d'autres minorités religieuses

ont subi de plus en plus d'attaques depuis le renversement de l'administration **Moubarak**.

(AO/PL/ANN/BIA) Dammarie-les-Lys, France
Lima, Pérou – Action de la jeunesse adventiste au Pérou

Quelques 20 000 jeunes péruviens Adventistes du Septième jour ont consacré une semaine ou plus de leurs vacances d'été pour des projets de service et d'action d'évangélisation à Lima, le mois dernier, dans un des plus grands projets à grande échelle organisé par la Division Sud-Américaine de l'Église adventiste, dans le cadre des programmes de services communautaires d'été.

Suite à ce programme baptisé *Mission Caleb*, organisé à Lima du 16 au 26 février, plus de 5 000 jeunes se sont joints à l'Église par le baptême, et plusieurs petites congrégations appelées « groupes » se sont formées.

Vêtus de polos rouges pour la marche, les jeunes Adventistes à travers Lima ont planté un total de 12 000 arbres le long des autoroutes, ils ont construit 60 maisons modulaires pour les résidents à faibles revenus, ils ont nettoyé des parcs et ont fait 1 500 dons de sang à cinq hôpitaux. Ils ont aussi distribué plus de 400 000 copies du livre « *Le grand espoir*, ».

Le soir, les jeunes ont pris part à quelques 3 000 réunions d'évangélisation tenues dans les églises, les auditoriums, les parcs et les garages à travers Lima, une agglomération de plus de 8 millions d'habitants.

« *Cela nous a ouvert les yeux,* » a déclaré **Hiskia Missah**, directeur adjoint des Ministères de la Jeunesse pour l'Église Adventiste mondiale, qui participait au programme. « Les jeunes venant de tout le Pérou ont payé leur voyage pour venir ici et ont sacrifié leurs vacances pour le Seigneur. »

Les membres d'église à Lima ont ouvert leurs maisons aux participants pour les héberger le temps de l'opération, a indiqué **Hiskia Missah**. Le matériel pour le programme a été fourni par l'administration de l'Église.

Les responsables du gouvernement ont offert leur soutien au programme, depuis les maires prenant part aux projets de service

jusqu'à un ministre fédéral et six membres du congrès assistant à un rallye de *Mission Caleb* près du centre de convention.

Mission Caleb, lancé au départ au Brésil, organise des projets à travers l'Amérique du Sud chaque été, dans le but de toucher les endroits où il n'y a pas de présence Adventiste.

Bien que la combinaison, évangélisation et service communautaire, ne soit pas quelque chose de nouveau, la dénomination promeut cette initiative comme une option suggérée officiellement pour les actions missionnaires de jeunesse à travers le monde, d'après les indications de **Gilbert Cangy**, directeur des Ministères de la Jeunesse pour l'Église adventiste mondiale.

Mission Caleb a été adopté par le département des Ministères de la Jeunesse lors de la rencontre consultative mondiale des principaux directeurs de jeunesse de la dénomination.

« *C'est un modèle pour les jeunes qui font de l'évangélisation,* » a dit **Gilbert Cangy**. « *Ce n'est pas simplement de la proclamation directe, mais la combinaison avec les projets de service à la communauté est un modèle biblique.* »

Les prochains programmes *Mission Caleb* de grande envergure en Amérique du Sud sont prévus pour les mois de juin et janvier au Brésil et en septembre au Paraguay.

(APD/APIC/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
Bâle, Suisse - L'Église adventiste suisse souhaite renforcer ses relations

Les adventistes du septième jour de Suisse veulent renforcer leurs relations œcuméniques affirme l'agence APIC selon un communiqué de presse de APD.

L'Église adventiste est déjà membre invité de différentes communautés de travail cantonales. Sur invitation de la CTEC (Communauté de travail des Églises chrétiennes en Suisse), les adventistes ont décidé au mois de décembre dernier d'aspirer à devenir membre invité de cette communauté.

Après des pourparlers entre le présidium de la CTEC et un représentant de l'Église adventiste en mars 2012, il a été décidé de recommander à l'assemblée plénière de la

CTEC l'admission de l'Église adventiste comme membre invité. La décision sera prise à la fin du mois d'avril.

Christianisme international

(ENInews/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
Genève, Suisse - Craintes d'une guerre civile sectaire en Syrie

Dans la région de Homs, des communautés sont prises pour cibles pour des motifs religieux. Le regain de violence sectaire entre les protagonistes du conflit syrien fait craindre une guerre civile généralisée, attisée par les animosités religieuses.

« *Il est vital que, dans chaque camp, on s'abstienne de prendre pour cible des gens sur la base de leur identité ethnique ou religieuse* », a déclaré **Rupert Colville**, porte-parole du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. « *Tous les efforts doivent être faits pour empêcher de nouvelles pertes civiles.* »

Depuis l'automne dernier, nous mettons en garde contre le danger d'une guerre civile généralisée, a déclaré **Rupert Colville**, « *avec la possibilité bien réelle qu'elle prenne un caractère sectaire* ».

La polarisation sectaire oppose les partisans du président **Bachar el-Assad**, issus de la minorité alaouite –une branche de l'islam chiite qui ne représente que 12% de la population, mais dont le poids est très important dans les forces armées syriennes– aux musulmans sunnites, qui constituent 75% de la population et soutiennent avec ferveur la petite Armée syrienne libre.

Les communautés chrétiennes représentent, quant à elles, environ 5% de la population syrienne. Elles se tiennent majoritairement à l'écart des hostilités.

Navi Pillay, haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a déclaré le 13 février dernier, que depuis le début de la répression de l'opposition antigouvernementale, en mars 2011, « *les forces de sécurité et le gouvernement sont, avec l'appui des milices 'chabiha', responsables de la mort de milliers de personnes, en menant des attaques à*

l'encontre de manifestations pacifiques et des opérations militaires de grande envergure dans plusieurs villes ».

S'exprimant sous couvert d'anonymat, un important diplomate de l'ONU a déclaré que la situation sectaire en Syrie n'est toutefois pas si simple. Il explique que les forces armées sont constituées de sunnites et d'alaouites, tandis que l'opposition au président Assad s'appuie sur des alaouites, des chrétiens, des druzes et d'autres communautés.

Selon des organisations de défense des droits de la personne, certaines zones comme la ville de Homs –essentiellement sunnite, bien qu'on y trouve aussi des quartiers alaouites et chrétiens– ont subi des raptus perpétrés au hasard et des représailles meurtrières.

*« Nous avons reçu des rapports alarmants d'abus perpétrés par des combattants antigouvernementaux, comme des enlèvements de représentants des forces de l'ordre et des allégations de mauvais traitements, de torture et d'exécutions sommaires », a fait savoir **Rupert Colville**. « Pour l'heure, cependant, nous ne sommes pas en mesure de confirmer ces dires, même si nous les prenons bien évidemment très au sérieux et que nous continuons à enquêter dessus. »*

Il a par ailleurs rappelé que la présence et les agissements des combattants armés opposés au gouvernement ne justifient en aucune manière les attaques aveugles de l'armée syrienne à l'encontre de zones civiles.

*« Les rumeurs selon lesquelles Al-Qaïda pourrait être derrière la récente série de bombardements mortels à Damas et Alep sont particulièrement inquiétantes, surtout quand on sait que cette organisation a délibérément exacerbé la haine sectaire en Irak et en Afghanistan », a souligné **Rupert Colville**.*

Pour **Michel Nseir**, responsable du programme pour le Moyen-Orient au Conseil œcuménique des Églises (COE), les Églises de Syrie ont un rôle à jouer pour amorcer le dialogue. Elles peuvent notamment se poser en médiatrices entre le gouvernement et certains groupes de l'opposition.

Le 20 février, les membres du Comité exécutif du COE ont envoyé un message

pastoral aux Églises de Syrie afin de faire part de leur solidarité.

Le 21 février, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a exhorté les autorités syriennes et toutes les autres parties impliquées dans les violences à instaurer une suspension des combats d'au moins deux heures, chaque jour, dans toutes les zones concernées, afin de permettre l'acheminement immédiat de l'aide humanitaire.

*« À Homs et dans d'autres zones touchées, des familles entières sont bloquées chez elles depuis des journées, sans pouvoir sortir acheter du pain, d'autres vivres, de l'eau, ou accéder à des soins médicaux », a affirmé **Jakob Kellenberger**, président du CICR.*

(ENInews/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
Washington DC, États-Unis – Pour une surveillance plus rigoureuse dans l'industrie cosmétique

Des femmes responsables d'Église aux États-Unis demandent une surveillance gouvernementale plus stricte de l'industrie cosmétique. Il s'agit de protéger les enfants et l'environnement des produits chimiques toxiques récemment découverts, tels que du mercure dans des crèmes pour visage, du plomb dans des rouges à lèvres et du formaldéhyde dans des assouplissants pour cheveux.

*« L'Écriture nous dit que nous avons été créés à l'image de Dieu », a rappelé **Chloé Schwabe**, directrice du Programme de santé environnemental du Conseil national des Églises (NCC), citée dans un communiqué de presse du NCC. Ces femmes responsables d'Église ont exprimé leur mise en garde dans un appel publié le 22 mars.*

*« Pourtant, a ajouté **C. Schwabe**, quand nous utilisons des produits de soins personnels tels que lotions, déodorants ou nettoyants corporels, nous appliquons chaque jour sur notre corps une centaine de produits chimiques qui recèlent des risques de maladie chronique, de cancer ou de troubles reproductifs. »*

« Pour protéger l'œuvre de Dieu, nous devons réformer la loi sur les cosmétiques de 1938, de telle sorte que la FDA (Autorité fédérale de contrôle des produits

alimentaires et pharmaceutiques) soit compétente pour garantir l'innocuité des cosmétiques que nous utilisons quotidiennement », a-t-elle indiqué.

La déclaration des femmes responsables d'Église coïncide avec l'audition publique sur l'énergie et le commerce, tenue le 27 mars par la Chambre des représentants, afin d'examiner les mises en garde de la FDA concernant le mercure trouvé dans des crèmes pour le visage et le formaldéhyde détecté dans des assouplissants pour cheveux à la kératine ; elle coïncide également avec la communication des résultats de tests de la FDA indiquant la présence de plomb dans des centaines de rouges à lèvres de marques largement répandues.

« *Les femmes, les enfants, les communautés à faibles revenus et les communautés de couleur sont particulièrement vulnérables aux substances chimiques non réglementées qui se trouvent dans les produits de soins personnels* », signalent les auteurs de la déclaration.

« *Nous croyons qu'il appartient au gouvernement fédéral de réglementer les produits chimiques et de veiller à ce que les produits de soins personnels soient sûrs. Le fait de savoir que les produits que nous utilisons peuvent contribuer à la souffrance d'autres personnes interpelle notre conscience de croyantes.* »

Selon **Janet Stankowski**, de l'organisation *Voices for Earth Justice*, qui a aussi signé la déclaration, « *les femmes à faibles revenus n'ont pas accès aux cosmétiques non toxiques et supportent une charge chimique disproportionnée sur leur lieu de travail. Les employées d'ongleries, par exemple, sont exposées dix heures par jour à des produits chimiques liés aux risques de cancer et de troubles reproductifs. Nous devons protéger les femmes et les travailleuses à faibles revenus des effets de tels produits.* »

Selon **Jenny Holmes**, de l'Oregon, autre signataire de la déclaration, « *nous devons prendre soin de notre corps comme d'un temple. L'Office de contrôle de la sécurité et de la santé professionnelles de l'Oregon a trouvé, l'année dernière, du formaldéhyde, soupçonné d'être cancérigène, dans un*

assouplissant pour cheveux très répandu. En l'absence de réglementation fédérale, l'État a publié une mise en garde, mais cela ne protège pas pleinement les femmes et les travailleuses de l'Oregon, du New Jersey, ou de tout autre endroit. »

« *Les femmes d'Église appellent le Congrès à protéger la santé des femmes et des enfants en réformant la loi sur les cosmétiques, vieille de 74 ans, d'une manière propre à garantir que les cosmétiques ne contiennent pas de produits chimiques liés à des troubles reproductifs* », a affirmé **Robin Fillmore**, coordinatrice de la défense des femmes pour l'organisation *Church Women United* et pour le NCC.

Liberté religieuse

(ENInews/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
Paris, France - La viande halal et casher au cœur de la campagne présidentielle française

L'appel lancé par le président français **Nicolas Sarkozy** en faveur d'un étiquetage de la viande provenant d'animaux abattus dans le cadre de pratiques rituelles a déclenché une levée de boucliers. Les représentants des communautés musulmane et juive de France affirment qu'une telle mesure stigmatiserait leurs communautés.

Nicolas Sarkozy, candidat à sa propre réélection, s'est prononcé en faveur de l'étiquetage obligatoire, alors que la question de l'immigration nord-africaine occupe le devant de la scène à l'approche du premier tour du scrutin, en avril. Les opposants à l'immigration dénoncent les torts que celle-ci cause aux valeurs culturelles de la France.

Le Premier ministre **François Fillon** a alimenté la polémique en invitant instamment les religions à remettre en question la pertinence, au XXI^e siècle, de « *traditions ancestrales* ». Par la suite, il s'est efforcé de la désamorcer en rencontrant des responsables religieux de France.

De son côté, le président Sarkozy a

également fait machine arrière en préconisant un étiquetage sur la base du volontariat de toute viande abattue rituellement. À l'heure actuelle, l'étiquetage n'est pratiqué que dans les zones où se concentrent les musulmans ou les juifs.

La polémique a été déclenchée par la candidate du Front National **Marine Le Pen**, qui a prétendu que toute la viande vendue à Paris était halal. **Nicolas Sarkozy** n'a pas immédiatement réagi, mais il a ensuite expliqué que son appel à l'étiquetage de la viande provenant d'abattages rituels avait été décidé après avoir été informé que « *le premier sujet de préoccupation des Français, [...] c'est cette question de la viande halal.* »

Selon **Isabelle Veyrat-Masson**, directrice du laboratoire « *communication et politique* » du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), « *les propos de Nicolas Sarkozy pourraient lui permettre de prendre des voix au Front National, parce qu'il a besoin de l'appui de cet électorat pour gagner, sans s'aliéner le vote centriste.* »

« *L'extrême droite veut focaliser le débat sur l'immigration. Toute la difficulté est d'en parler sans avoir l'air raciste. Quand on parle de viande halal, c'est parfait, car la question porte sur l'alimentation* », a-t-elle ajouté au correspondant d'ENInews.

« *Je suis surprise que cette thématique ait eu autant de succès. Elle s'est très vite imposée dans le débat.* »

Le candidat socialiste **François Hollande** a, quant à lui, déclaré que ce sujet n'avait pas sa place dans le débat présidentiel. Les commentateurs politiques doutent que la question de l'étiquetage reste sous le feu des projecteurs d'ici à l'élection. Ils soulignent cependant que plus longtemps la presse française s'en fera l'écho, plus elle aura une incidence sur le choix des électeurs.

La population musulmane de France est estimée à entre 5 et 6 millions de personnes, soit 8 à 10% des 65 millions d'habitants du pays. La communauté juive compterait entre 250 000 et 500 000 membres, c'est-à-dire 0,4 à 0,8% de la population.

Société

(ENInews/Infoprotestant.ch/BIA) –
Dammarie-les-Lys, France

Genève, Suisse - Le sommet Rio+20 doit intégrer des principes éthiques

L'actuel avant-projet de déclaration finale pour le sommet Rio+20, qui se tient cette année, est fragile et nécessite d'être consolidé, ont affirmé des experts. Le texte final devrait, selon eux, intégrer des principes éthiques mettant en exergue un attachement réaffirmé aux principes d'équité et de responsabilisation, ainsi qu'aux normes universelles en matière de droits de la personne.

« *La conférence devrait mettre en avant les mécanismes des droits de la personne en tant qu'instruments permettant de rendre les gouvernements et le secteur privé comptables de leurs actes* », a déclaré **Guillermo Kerber**, responsable de programme à la Commission des Églises pour les affaires internationales du Conseil œcuménique des Églises (COE), lors d'un forum à Genève le 16 mars.

La conférence aura lieu à Rio de Janeiro du 20 au 22 juin, vingt ans après le Sommet de la Terre de 1992, qui a marqué un tournant dans l'histoire de l'écologie, en plaçant les préoccupations environnementales au cœur de l'ordre du jour mondial. La conférence Rio+20 mettra, cette année, l'accent sur l'économie verte et le cadre institutionnel du développement durable.

L'idée maîtresse du forum de Genève, auquel ont participé des organisations de la société civile, des représentants de l'ONU et des diplomates, était d'envoyer un signal fort aux négociateurs avant le nouveau cycle de négociations entamé à New York le 19 mars. Les participants au forum espèrent ainsi faire en sorte que l'avant-projet actuel accorde une place adéquate aux droits de la personne.

Le COE et la Fédération luthérienne mondiale ont soumis au document de synthèse pour la conférence Rio+20 une contribution commune présentant une

perspective éthique œcuménique, a indiqué **Guillermo Kerber**. Selon lui, la justice doit être au cœur de ce qu'on appelle « **l'économie verte** ».

De même, selon un document du Centre pour le droit international et environnemental (CIEL), il existe un « **risque concret** » que le thème de l'économie verte éclipse les autres aspects du développement durable à la conférence de Rio. Le CIEL affirme que ce scénario peut être évité si la conférence Rio+20 reconnaît davantage la corrélation entre droits de la personne, environnement et développement durable.

Par ailleurs, dans une lettre ouverte adressée aux gouvernements de la planète le 19 mars, un groupe de 22 experts indépendants des droits de la personne des Nations Unies a appelé les états à intégrer dans les objectifs de la conférence Rio+20 les normes et valeurs internationales universellement convenues, assorties de mécanismes obligeant les états à rendre des comptes.

Bible

(ENInews/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
New York, États-Unis - Le Nouveau Testament vu sous l'angle du judaïsme

Une nouvelle édition annotée du Nouveau Testament vient de faire ce qu'aucune autre n'a jamais fait auparavant : expliquer les fondements des écrits chrétiens du point de vue du judaïsme. Elle est éditée par deux spécialistes juifs de la Bible aux États-Unis. Des groupes prévoient d'utiliser le livre pour des études interreligieuses.

The Jewish Annotated New Testament, publié par Oxford University Press, prend pour point de départ le fait que les personnages centraux du Nouveau Testament, Jésus, Marie, l'apôtre Paul, ainsi que les évangélistes, étaient juifs et vivaient dans un environnement culturel juif. Cette nouvelle édition est considérée comme un tournant dans la façon de replacer le texte du Nouveau Testament dans son contexte

historique et culturel. **Amy-Jill Levine**, qui enseigne à l'Université Vanderbilt, et **Marc Zvi Brettler**, professeur à l'Université Brandeis en sont les responsables éditoriaux.

Le livre « *comble un vide énorme dans l'univers de l'interprétation biblique* », affirme **William Brosend**, qui enseigne à l'École de théologie de Sewanee, dans le Tennessee, et dirige la Fondation épiscopale pour la prédication. Dans le *Jewish Annotated New Testament*, l'évangile de Jean et l'antijudaïsme sont abordés sans ambages. Les éditeurs expliquent que cet évangile contient plusieurs références explicitement hostiles au judaïsme, bien que le livre « *s'inspire largement de la tradition juive* ».

Ils ajoutent : « *Il serait trop simpliste de rejeter la rhétorique complexe de Jean ; on peut voir celle-ci comme un élément du processus de positionnement identitaire de l'auteur, par lequel il fait la distinction entre les partisans de Jésus, d'une part, et la synagogue d'autre part, c'est-à-dire les juifs et le judaïsme.* »

Interrogé sur les réactions suscitées jusqu'à présent par l'ouvrage, **Marc Zvi Brettler** a répondu qu'elles ont été « *extrêmement positives* », indépendamment des traditions religieuses et tant dans les milieux conservateurs que progressistes. « *La véritable surprise, c'est l'enthousiasme suscité par le livre* », a-t-il affirmé.

Marc Zvi Brettler affirme que des groupes prévoiraient d'utiliser le livre pour les études interreligieuses et qu'il aurait même été suggéré de réaliser un guide d'étude à l'intention de ces groupes. La plupart des lecteurs et la quasi-totalité des spécialistes et journalistes semblent « *comprendre le livre et ses objectifs* », s'est-il réjoui.

« *Sur Amazon et plusieurs blogs, certaines personnes se sont permis de faire des commentaires sans même avoir ouvert le livre. Les profils de ces personnes sont très divers : ils vont des juifs craignant que le livre soit une tentative secrète visant à convertir les juifs au christianisme, à des chrétiens qui, eux, craignent l'opposé* », a-t-il indiqué. Il ajoute : « *Ces commentaires découlent de la peur et des malentendus*

que le livre cherche à mettre au jour, et nous nous réjouissons du fait que les personnes qui ont effectivement ouvert le livre n'ont pas eu de réactions de ce genre. »

Le livre est basé sur la New Revised Standard Version du Nouveau Testament.

Humanitaire

(ADRA/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
Paris, France – Adra-France reconnue comme Fondation individualisée par la Fondation du protestantisme français

ADRA France, (Agence adventiste d'aide et de développement), est désormais reconnue comme **Fondation individualisée** par la **Fondation du protestantisme**. La Fondation du protestantisme est un organisme « abritant » qui propose une structure juridique sécurisée et pérenne pour l'activité de ses membres issus du protestantisme français. Cette distinction permet donc à ADRA France de recevoir des dons et legs, indispensables pour la mise en place de projets.

L'association loi 1901 ADRA France a été fondée le 16 décembre 2007, suite à une fusion du secours adventiste du Sud et du Nord de la France et d'ADRA France. L'association a pour but d'assister matériellement et moralement tous ceux qui sont dans le besoin, sans distinction d'appartenance ethnique, politique, philosophique ou religieuse, en France et partout dans le monde.

L'association s'attache à développer des projets qui visent principalement la sécurité alimentaire, le développement économique, la santé, l'éducation et la réponse aux catastrophes naturelles. (site : www.adra.fr)

(ADRA/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
Mali, Afrique de l'Ouest – Coup d'État au Mali et besoins humanitaires

Le 22 mars dernier, un coup d'état militaire est survenu au Mali avec pour revendication, la cessation des rebellions dans le nord du pays, entre autres. En effet, depuis des mois, les rebelles Touareg ont attaqué, pillé et détruit des villages entiers provoquant la fuite des habitants vers les pays frontaliers. Au Niger, les maliens se sont réfugiés dans trois zones principales à l'ouest du pays à Ayorou, Mangaize et Tchinn Tabaradine, ainsi que dans deux camps à Abala et Sinégodar.

Ce coup d'état risque d'augmenter fortement et rapidement le nombre de réfugiés maliens au Niger. Selon l'OCHA (Bureau de la coordination des actions humanitaires) ils sont actuellement 30 945, majoritairement des femmes et des enfants (approximativement 24% de femmes, 18% d'hommes et 60% d'enfants mineurs).

Dans la ville d'Ayoroou, où ADRA Niger s'est investi pour répondre à la crise, environ 4500 réfugiés vivent dans des camps informels. La plupart sont des enfants orphelins et des femmes seules. Les conditions de vie et d'hygiène sont déplorables. Le manque cruel d'eau potable, d'infrastructures sanitaires et de bonnes pratiques d'hygiène provoque la prolifération des maladies comme le choléra.

ADRA Niger souhaite réagir à cette situation qui risque d'empirer avec l'augmentation du nombre de réfugiés suite au coup d'état malien, en proposant 3 principales actions : la construction de 4 puits, l'aménagement de 100 latrines mobiles et la distribution de 550 kits d'hygiène.

Commission paritaire
Dépôt légal

1111 G 88583
N° 79 – CAB – 019
Préfecture de Seine-et-Marne

Abonnement
d'un an

France 12 €
Dom 13 €
Tom 15 €
CEE et Suisse 18 €

Autres pays et abonnement en cours d'année :
nous consulter.

Règlement

Au nom du « BIA »
CCP – La Source 46 727 83 C